

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 320.36.20

C. C. P. 1248-74 N PARIS

En fin janvier 1974, le mécontentement des paysans provoqué par la crise économique du pays était à l'origine de graves affrontements dans la région de Cochabamba. L'Armée avait tiré sur la foule. Bilan: une centaine de morts. Dans le texte suivant, une commission de l'épiscopat donne d'utiles précisions sur la situation économique.

(Note DIAL)

APPEL A L'OPINION PUBLIQUE

La Commission nationale d'Etudes et d'Action sociale, organisme officiel de la Conférence Episcopale de Bolivie, ne peut rester indifférente devant les graves problèmes économiques que connaît actuellement le peuple de notre pays.

Parce qu'elle est du Christ, l'Eglise se doit d'être au service du peuple, et parce qu'elle est totalement à son service elle s'intéresse "à tous les hommes et à tout l'homme" sans tomber dans des rêveries inconséquentes ou dans un spiritualisme désincarné. Elle doit avant tout, à l'exemple du Christ, se mettre au service du peuple humble, surtout aux heures les plus douloureuses et les plus dramatiques de son existence. Le peuple de chez nous, un peuple formé essentiellement de paysans, de mineurs, d'ouvriers, de petits commerçants, de chômeurs, etc., traverse aujourd'hui l'un des moments les plus difficiles de son existence économique.

Tout en enregistrant le désir qu'a le gouvernement de trouver une solution aux problèmes à caractère économique dont souffre le pays, nous ne croyons cependant pas que la politique qu'il suit et les mesures qu'il adopte soient de nature à apporter une réponse satisfaisante, et cela pour les raisons suivantes.

1- Fortement ébranlée par des mesures antérieures d'ordre économique, en particulier la très forte dévaluation monétaire d'octobre 1972, l'économie populaire est passée au cours des derniers mois par une phase de détérioration grave et continue. La prétendue stabilisation annoncée par le gouvernement n'a eu pour résultat pratique que d'ouvrir les portes à l'inflation et à l'instabilité économique. Les récentes mesures édictées le 20 de ce mois par le gouvernement ont encore alourdi davantage le budget familial.

Ce qui nous préoccupe le plus et qui mérite notre réprobation la plus sévère, est le fait que ces orientations de la politique économique nationale ont été prises en fonction des intérêts de quelques-uns et au détriment des conditions économiques déjà misérables de la majorité de la population.

2- Le gouvernement attribue la crise économique actuelle à des causes purement externes. C'est faire preuve de naïveté que d'expliquer le manque actuel de produits alimentaires et la hausse des prix conséquente par la crise mondiale de l'énergie, au moment où, précisément, celle-ci est pour nous des plus favorables. Si l'on n'analyse pas clairement et honnêtement les causes déterminantes de la situation actuelle, il sera difficile de trouver les remèdes appropriés. La crise économique par laquelle passent aujourd'hui les peuples sous-développés, touche les peuples consommateurs de matières premières et non les peuples producteurs. La

Bolivie est un pays essentiellement producteur des matières qui bénéficient le plus de la crise présente. L'étain de chez nous est payé à des prix qui représentent une hausse de plus de 100% par rapport au prix payé il y a un peu plus d'un an. C'est pourtant le moment où la COMIBOL déclare se trouver dans une situation de manque de liquidités. Notre pétrole et notre gaz se trouvent davantage encore favorisés par des prix qui dépassent sensiblement les calculs les plus optimistes. C'est également le cas des augmentations très significatives pour le cuivre, l'antimoine, le wolfram, le bismut, le zinc, le plomb, le coton, etc. C'est pratiquement tout ce qu'exporte la Bolivie qui est ainsi revalorisé sur les marchés internationaux. L'actuelle conjoncture économique internationale est sans doute la meilleure qui se soit jamais présentée pour notre pays au cours des dernières décennies.

Bien que persistent certains facteurs contraires, comme l'augmentation du prix du blé, du papier et autres, personne ne peut cependant, dans l'examen global de la conjoncture présente, affirmer honnêtement que la situation économique du pays soit défavorable. Nous la jugeons au contraire comme hautement favorable.

3- Chercher à expliquer par le déficit mondial de blé l'actuel manque de produits alimentaires et de biens de première nécessité dans notre pays, c'est user de faux-fuyants pour masquer la réalité. La preuve la plus évidente en est dans le fait que, producteur de sucre et de riz, et exportateur de leurs excédents, la Bolivie voit ces produits se raréfier sur le marché interne et subir une hausse des prix parfaitement disproportionnée. Le problème est celui d'une politique économique interne. C'est le problème du gouvernement lui-même qui, pour des raisons signalées plus loin, s'est révélé incapable de tirer profit d'un moment extrêmement favorable pour l'économie débile de notre pays.

4- Tant la presse parlée et écrite que les différentes organisations syndicales et politiques ont depuis longtemps expliqué les causes réelles de la détérioration de notre situation économique qui est arrivée au point extrême par lequel passe aujourd'hui le peuple de chez nous: l'augmentation excessive et brutale de la bureaucratie étatique, le manque de définition en matière de politique économique, l'augmentation indiscriminée des dépenses publiques, la mauvaise répartition du budget national, l'incapacité technique des partis au pouvoir, les marchandages à haut niveau ainsi que la contrebande organisée et instituée ont progressivement amené l'économie nationale au bord de la faillite. Le peuple a tellement perdu confiance qu'on constate l'existence d'un certain découragement et d'un défaitisme généralisé.

5- Dans des déclarations officielles, on a mis l'accent sur le thème de la petite contrebande, comme si celle-ci était quelque chose de fatal ou de déterminant pour la situation actuelle. En fait, il existe dans tous les pays une telle contrebande sans pour autant que se dégrade la situation économique. Les nouveaux prix, pour certains de nos produits, ont été alignés sur ceux des pays limitrophes dans le but de faire cesser la contrebande. Mais le remède a été pire que le mal. Par ailleurs, il est évident que si l'on veut aligner les prix du sucre et du riz sur ceux de l'Argentine ou de tout autre pays, il faudrait également aligner les salaires. La réalité économique de notre pays est bien différente de celle de nos voisins. On ne peut faire jouer des solutions simplistes (qui ne correspondent qu'à des intérêts particuliers) pour des problèmes beaucoup plus compliqués en matière de politique économique.

6- Il s'est avéré impossible d'établir un vrai dialogue avec les organisations politiques ou les associations de travailleurs. Les mesures gouvernementales n'ont pas seulement affecté les intérêts de tous; elles ont été surprenantes et contraignantes. Elles ne sont pas le fruit d'un affrontement normal d'intérêts et d'idées. Elles sont déterminées de façon inopportune et unilatérale. Il y a longtemps qu'a été interrompu le dialogue constructif entre le capital et le travail, entre le gouvernement et le peuple, entre les ministères et les syndicats. Chaque fois que le dialogue est proposé aux organisations populaires, c'est après qu'aient été prises les décisions. Les organismes gouvernementaux ont toujours appliqué la politique du fait accompli. Nous ne pensons pas que ce soit la voie la plus constructive et la plus démocratique.

7- On a l'impression que les mesures économiques draconiennes prises par le gouvernement viennent toujours à la traîne des situations de fait. Il n'existe aucune prévision, aucune planification à long terme. La politique économique de notre pays est dépendante de situations négatives à l'occasion desquelles on applique au dernier moment des mesures correctives qui ne tiennent jamais compte de la globalité du problème.

8- Le vocabulaire des services de sécurité est très limité: quiconque proteste, soit à titre individuel soit au nom d'un groupe, est taxé d'"extrémiste", d'"agitateur" ou de "subversif". On dirait que, même juste et fondée, toute réclamation a partie liée avec "l'extrémisme". Faire la confusion entre une réclamation légitime et l'opposition subversive est une attitude dangereuse pour tous. C'est surtout dans les moments de tension qu'il faut ne pas perdre le sens de l'équité et de la justice.

9- Les actuels problèmes à caractère économique nous amènent à demander aux autorités d'ouvrir un vrai dialogue avec les organisations représentatives. Il faut écouter la clameur du peuple: ce n'est pas seulement un devoir de charité mais surtout le moyen le plus adéquat de trouver des solutions justes et raisonnables. Pour parvenir à la conciliation des esprits, nous devons d'abord procéder à la conciliation des intérêts. Dans les moments que nous vivons actuellement, il nous paraît opportun de méditer les paroles que Mgr Manrique nous a adressées à l'occasion de l'Année Sainte: "La réconciliation, aujourd'hui plus urgente que jamais, ne peut se réaliser sans une préalable conversion des coeurs basée sur une justice fondée dans l'amour. La justice est la seule voie pour parvenir à la paix sociale. L'amour est la seule manière de transformer la société en une communauté fraternelle" (lettre pastorale pour l'Année Sainte publiée dans "Presencia" du 19/1/74)

La Paz, le 24 janvier 1974

Mgr Jesús López de Lama
président de la Commission

Eva María Salas
secrétaire

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)